

## Bucarest s'acharne pour discréditer l'icône de la lutte anticorruption

**Roumanie** Laura Kovesi est la candidate favorite pour diriger le Parquet européen.

**C**odruta n'oublie pas, nous sommes avec toi." Alors que des citoyens s'étaient réunis pour scander leur soutien, la procureure Laura Codruta Kovesi s'est présentée vendredi au Parquet général, étant accusée d'abus de pouvoir, de corruption et de faux témoignage. "Ce sont des fabulations. Cela fait deux ans que je suis harcelée", a déclaré M<sup>me</sup> Kovesi après son audition, avant de s'envoler pour Bruxelles, où elle sera interviewée pour prendre la tête du Parquet européen. Si M<sup>me</sup> Kovesi est nommée à ce poste – elle est la favorite des trois candidats – elle infligerait une humiliation cinglante au Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir, qui l'a écartée de sa fonction de cheffe du parquet anticorruption roumain (DNA). Cette convocation s'apparente à une offensive du gouvernement de gauche populiste contre "la dame de fer", dont il essaie de bloquer la candidature européenne alors que la Roumanie assume... la présidence de l'UE.

Tout est parti d'une plainte déposée début décembre 2018 par le fugitif Sebastian Ghita, un homme d'affaires poursuivi dans plusieurs dossiers pénaux et qui a fui le pays pour la Serbie en 2016. Il accuse M<sup>me</sup> Kovesi de lui avoir demandé 43 000 euros pour l'extradition depuis l'Indonésie, en 2011, de Nicolae Popa, personnage clé d'un système pyramidal des années 1990. Or, la police roumaine a communiqué qu'elle a financé ce transfert en avion.

Qu'importe. M<sup>me</sup> Kovesi est citée mercredi dernier à comparaître devant le Bureau chargé de mener des enquêtes sur les magistrats, créé par le PSD dans la foulée des réformes controversées de la justice. Ce Bureau entame officiellement ce vendredi la poursuite pénale de M<sup>me</sup> Kovesi. "Il s'agit d'une action politique. Cela confirme la crainte quant à une politisation de la justice avec la création de ce Bureau,

M. Kovesi est un exemple de ce qui pourrait arriver aux autres magistrats qui ne restent pas dans le rang", estime le politologue Cristian Pirvulescu. D'autant qu'en cinq ans à la tête du DNA, cette ancienne joueuse de basket a touché aux intouchables du pouvoir et envoyé en prison plus de 2 000 politiciens et fonctionnaires. De quoi en faire l'épouvantail de la gauche populiste, dont plusieurs membres figurent sur le tableau de chasse du DNA.

### La Roumanie contre sa candidate

Les sociaux-démocrates sont parvenus à écartier M<sup>me</sup> Kovesi de son poste en 2018. Lorsqu'elle est déclarée favorite pour diriger le Parquet européen, le PSD voit donc rouge. Une vingtaine d'États membres se sont engagés à créer cette institution qui enquêtera sur les fraudes visant les intérêts financiers de l'UE. Le chef du Parquet européen est nommé d'un commun accord par le Parlement européen et par le Conseil à l'issue d'une procédure de sélection indépendante.

Le ministre de la Justice roumain, Tudorel Toader, a donc lancé une campagne de dénigrement de M<sup>me</sup> Kovesi. Jusque-là, en vain. Du côté du Parlement européen, le Parti populaire européen a exprimé son soutien à M<sup>me</sup> Kovesi. "Quand M. Toader s'est positionné contre la candidate roumaine, tout le monde au Parlement a vu le vrai visage du gouvernement roumain", explique l'eurodéputée roumaine des Conservateurs et réformistes européens (ECR) Monica Macovei, membre de la commission Libe (libertés civiles, justice et affaires intérieures) qui auditionnera M<sup>me</sup> Kovesi, le 26 février. "J'ai reçu deux courriers pour me dire qu'elle n'est pas un bon choix. Je ne les crois pas. Elle a été classée première par un panel indépendant. Le parti au pouvoir ne supporte juste pas l'idée de la voir gagner cette bataille. Ça suffit !", s'insurge l'écologiste française Eva Joly, aussi membre de la commission Libe.

### Laura Kovesi, "prédestinée à ce poste"

Au Conseil, la décision sera prise à la majorité qualifiée, privant la Roumanie d'un droit de veto. Les Pays-Bas et l'Autriche ont déjà annoncé qu'ils sou-

tiendront M<sup>me</sup> Kovesi. "Elle est pratiquement prédestinée à ce poste et je peux imaginer que l'Allemagne et la France (qui ont chacune un candidat en lice, NdR) parviennent à un compromis pour la soutenir", a même déclaré le président du Comité pour les affaires de l'UE du Bundestag. Bucarest pourrait à la limite compter sur la Hongrie ou la Pologne, où l'état de droit bat aussi de l'aile.

Au vu des critères établis, la mise en accusation de ce vendredi n'empêche pas a

priori M<sup>me</sup> Kovesi de maintenir sa candidature. "Ils essaient de la discréditer. Mais elle reste la favorite. La Roumanie ne serait plus crédible au niveau européen si elle compromettait un poste si important. Ce n'est pas une question roumaine, on parle du procureur européen !", rappelle une source européenne. Loin de défier les pronostics, la Roumanie, qui a entamé sa présidence de l'UE avec un grave déficit d'image, confirme les inquiétudes européennes quant à sa dérive illibérale.

Maria Udrescu